

n°148 - MARS 2018

SPÉCIAL CAMPAGNE DE CARÊME

Juste  
Terre!



Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

## L'agroécologie au féminin pour lutter contre la faim !

**Une agriculture paysanne familiale respectueuse de la nature, des hommes et des femmes, rentable et créatrice d'emplois : une utopie ? Non ! L'ambitieux programme mené par six organisations partenaires d'Entraide et Fraternité au Burundi et en RD Congo prouve qu'allier agriculture familiale et agroécologie est un pari gagnant pour lutter contre la faim et ouvrir de belles possibilités économiques pour les paysans et les paysannes de cette région où règnent l'insécurité et l'instabilité politique.**

À l'est du Congo (Sud Kivu) et au Burundi, **l'agriculture paysanne fournit les moyens d'existence à 80% de la population.** Mais, ici, les paysans sont surtout des paysannes !

En effet, ce sont les **femmes qui produisent jusqu'à 80% des denrées alimentaires** destinées à la consommation des ménages. Riz, maïs, blé, manioc, pommes de terre, patates douces... ce sont les femmes qui les cultivent, qui labourent, plantent, désherbent, récoltent, et parfois vendent les excédents.

Alors que **les femmes constituent la plus grande part de la main-d'œuvre agricole, elles ne sont pas égales aux hommes face à la faim.** En effet, **parmi les 868 millions de personnes souffrant de malnutrition dans le monde, les trois quarts vivent dans les campagnes et 70% sont des femmes et des enfants** (FAO 2014).

Par conséquent, pour Entraide et Fraternité, une vision s'impose **pour lutter contre la faim et la pauvreté. Il faut :**

- **soutenir l'agriculture familiale en généralisant l'agroécologie,**
- **valoriser le rôle des femmes,** en valorisant leur travail, en renforçant leurs capacités de gestion et leur autonomie, tout en sensibilisant les hommes à une meilleure répartition des tâches et des ressources,
- **renforcer les compétences organisationnelles des associations paysannes.**

### L'agriculture familiale est un atout pour relever les défis

Dans une situation où les terres sont rares et menacées d'expropriation, les paysans doivent relever plusieurs défis : accroître la productivité de leurs parcelles, souvent trop petites pour nourrir une grande famille, lutter contre l'érosion des sols fatigués par la tendance à la surexploitation et restaurer la fertilité de la terre tout en préservant l'environnement.

Pour faire face à ces difficultés, **des formations aux techniques agroécologiques sont dispensées aux paysans et paysannes** par les partenaires d'Entraide et Fraternité : culture de variétés à croissance plus rapide ou mieux adaptées aux aléas climatiques ; utilisation de semences améliorées plus résistantes ; association et rotation de cultures (pour protéger naturellement les plantes et pour ne pas épuiser les sols de leurs nutriments) ; plantation d'arbres et de haies antiérosives ; production et conservation de graines paysannes ; petit

élevage de chèvres, cochons ou vaches, dont le fumier est utilisé pour fertiliser les champs en association avec de l'engrais vert et du compost.

**Grâce à ces techniques, les paysans et paysannes améliorent rapidement leur production tout en restaurant et en protégeant l'environnement.**

### Soutenir les femmes

Au Burundi et en RD Congo, comme dans une très large partie de l'Afrique, **la tradition a placé les femmes dans une situation de fragilité et de subordination à l'homme.** Alors que ce sont elles qui nourrissent leurs familles, elles manquent cruellement de considération : les garçons vont à l'école tandis que les filles sont chargées d'aider leur mère au champ ou à la maison ; les femmes n'ont pas le droit de s'exprimer en public ; elles ne participent pas aux prises de décisions du ménage ; elles ne possèdent aucun patrimoine car ce sont les hommes qui bénéficient des héritages ; elles n'ont rien à dire sur la gestion de revenus qu'elles ont pourtant très largement contribué à générer ; elles travaillent seules et doivent trop souvent subir des violences.

Mais aujourd'hui, les choses sont en train de changer : les mentalités des hommes et des femmes évoluent vers plus d'équité. **Les partenaires d'Entraide et Fraternité y contribuent en sensibilisant des groupes de femmes à leurs droits, en les aidant à prendre conscience de leurs capacités, et en suscitant une remise en question de la place qui leur est laissée dans la société.**

Petit à petit, ces femmes prennent conscience qu'elles ne sont pas inférieures, qu'elles peuvent participer à la prise de décision, qu'elles peuvent gérer les revenus qu'elles apportent au ménage. **Sensibilisées de la sorte, elles hésitent moins à prendre la parole en public, à revendiquer leurs droits, à endosser des mandats dans les coopératives ou à se présenter aux élections locales.**

Pour autant, **les hommes ne sont pas laissés de côté.** Progressivement, ceux-ci prennent conscience qu'un changement de comportement vis-à-vis des femmes est indispensable pour l'amélioration du bien-être de tous. Et aujourd'hui, de plus en plus d'hommes participent aux formations, partagent les prises de décision au sein du ménage et accomplissent plus de tâches ménagères.



### Renforcer les associations paysannes

Quand la production agricole augmente et génère des revenus, les possibilités économiques se multiplient. Encore faut-il avoir les moyens de les saisir. **Les partenaires d'Entraide et Fraternité proposent alors aux paysans et paysannes de travailler en commun et de former des groupes ou des coopératives.**

En effet, seul, un ménage ne pourrait par exemple pas se payer un hangar de stockage, un séchoir, une machine pour décortiquer le riz ou pour moulinier le manioc. **La mutualisation des infrastructures et la gestion commune des stocks et de la vente présentent de multiples avantages :** stocker la production permet de la vendre à un meilleur prix lorsque la période de récolte est passée; bénéficier d'une machine permet d'économiser des heures de travail, de transformer soi-même sa production, de la conditionner et de la vendre, d'augmenter les profits; négocier ensemble des prix de vente, ce qui s'avère souvent plus avantageux.

Accompagné(e)s et formé(e)s à la gestion de coopérative, les paysans et paysannes qui voient leurs revenus augmenter développent aussi **des systèmes d'épargne-crédit** qui permettent aux membres, et spécialement aux femmes, de **se lancer dans une nouvelle activité**, comme un petit commerce d'huile de palme, de savon ou un salon de coiffure...

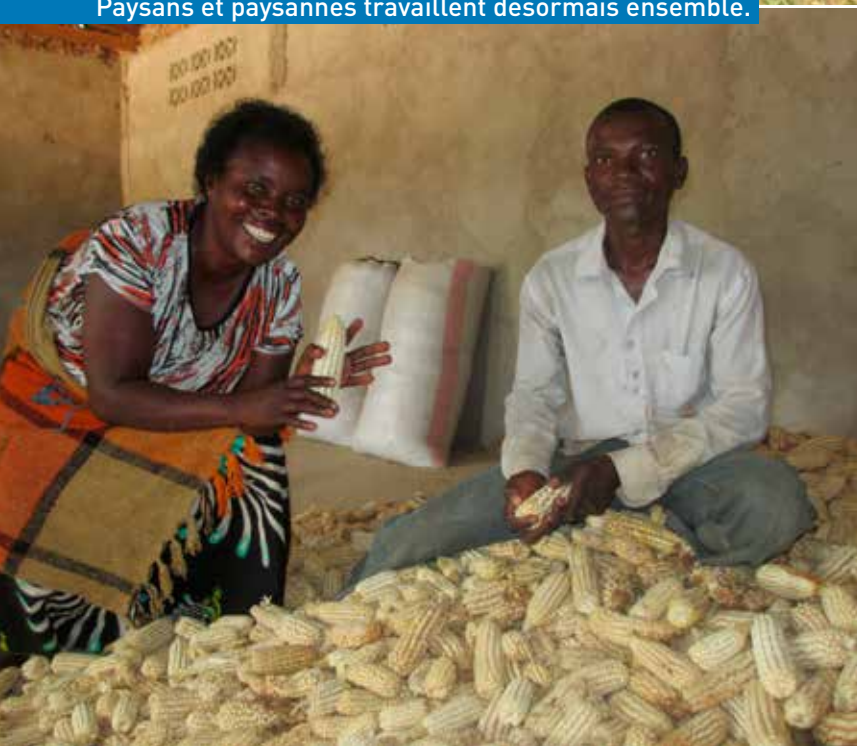
### Un nouveau modèle de société

Quand l'agriculture devient rentable tout en restaurant l'environnement; quand les paysans et paysannes travaillent ensemble; et surtout quand les femmes prennent part aux décisions dans la famille, dans les associations ou les coopératives, alors, on constate que les conditions de vie des plus pauvres s'améliorent: on mange mieux et plus, et les revenus supplémentaires sont investis dans l'éducation des enfants (filles comme garçons!), dans la santé, dans l'achat de vêtements, dans la construction de logements corrects, etc.

**L'agroécologie, ce n'est donc pas seulement une question de nouvelles techniques agricoles, c'est aussi un nouveau modèle de société basé sur la coopération, la dignité et l'égalité des droits entre les hommes et les femmes.** Un modèle qui, comme le prouve l'exemple du Burundi et de la RD Congo, bouleverse certaines traditions injustes pour le plus grand bénéfice de l'ensemble de la population.



Paysans et paysannes travaillent désormais ensemble.



## Burundi

## Les communautés paysannes actrices de leur développement

Au Burundi, l'activité agricole reste la base de l'alimentation et de l'économie des ménages. Malgré l'importance des efforts déjà consentis, la production agropastorale est encore loin de garantir la sécurité et la souveraineté alimentaires de la population. L'OAP a déployé un important programme de valorisation de l'agriculture paysanne qui encadre 190 organisations de producteurs dans la province de Bujumbura rural.

Au Burundi, le monde paysan est proche de l'asphyxie. Les paysans doivent produire suffisamment de nourriture malgré les aléas du climat, l'exiguïté de leur parcelle (moins de 0,5 ha en moyenne pour la plupart des ménages agricoles) et la faible rentabilité des sols.

Pour répondre à ces défis, l'Organisation d'appui à l'autopromotion (OAP) a mis en place **un ambitieux programme de valorisation de l'agriculture paysanne agroécologique qui rassemble 190 organisations de producteurs** en vue de les encadrer, de les former aux techniques agroécologiques, de valoriser leur production et de professionnaliser leur approche. Objectif : faire de ces organisations des actrices incontournables du développement agricole pour qu'elles fassent valoir les droits des paysans.

Parmi les axes d'intervention de l'OAP figure la « promotion de l'équité de genre ». Il s'agit de **lever les barrières à l'émancipation et au développement socioéconomique des femmes** mais aussi **d'autres groupes souvent marginalisés** comme les jeunes déscolarisés, les orphelins, les handicapés, les personnes démobilisées, etc. Les activités d'alphabétisation pour les femmes favorisent leur participation citoyenne à la gestion de leur localité et leur permettent d'accéder à des postes administratifs ou d'accéder à des fonds rotatifs nécessaires à l'activité économique.

Sur les hauteurs de la colline de Muzi, dans la commune de Mukike, 8 associations de producteurs se sont regroupées pour former **le collectif Terimbere**. Il met à profit les savoir-faire des 193 membres pour **produire des semences de pomme de terre**. « *Les semences sont vendues trois fois plus chères que les pommes de terre elles-mêmes, souffle le chef de zone. Alors, nous les sélectionnons avec soin et nous les conservons jusqu'à la germination.* »

**Un hangar de stockage pour la production et une boutique d'intrants ont été construits** pour servir les membres du collectif et les communautés locales. L'assurance pour ces paysans d'une bonne conservation des récoltes, au sec et à l'abri des différents prédateurs. Il permet également de disposer d'une réserve de semences de meilleure qualité en suffisance pour assurer la continuité de la production, saison après saison.

**Des groupes d'épargne** se sont développés au sein du collectif qui a déjà octroyé quelques crédits aux membres, 2 vaches et 5 chèvres ont été acquises : un tel achat était encore impensable il y a peu car ces animaux sont impayables pour une simple paysanne.

La fumure organique obtenue grâce à ces animaux et répandue sur les champs fait toute la différence sur des terres épuisées par l'érosion et la surexploitation.

Mettre les forces en commun.





Les femmes sont dépositaires des clés des caisses d'épargne.



« Je fais partie du groupe des démobilisés. Je suis une ancienne combattante, témoinne Séraphine dans son pagne à motifs rouges. Je suis membre du collectif Carim, le collectif des associations de riziculteurs qui s'est formé il y a quatre ans. Nous avons été contactés par l'OAP pour être sensibilisés. Nous avons commencé par reconstruire les routes. Finalement, nous avons mis sur pied une activité d'épargne-crédit. Grâce à l'accompagnement de l'OAP, nous avons pu nous organiser, louer un terrain, cultiver du riz et le stocker dans ce hangar. Grâce aux formations et à la conservation de notre riz, la production a augmenté, les revenus aussi. J'ai bénéficié d'un petit crédit et j'ai pu acheter un panneau solaire pour avoir un peu d'électricité et ouvrir un petit salon de coiffure dans mon village. Avant, pour survivre, la plupart d'entre nous tombaient dans le petit banditisme. Je suis sortie de cette situation. Aujourd'hui, je vis paisiblement. » Séraphine

**L'adoption des techniques agroécologiques adaptées à l'écosystème local**, efficaces, peu coûteuses et transmissibles de paysan à paysan via des groupes de rayonnement est une des raisons du succès du programme. Et l'appétit grandit lorsque les femmes constatent l'impact de l'épandage sur la rentabilité de leurs cultures. « *Nous avons besoin de plus de bêtes* », réclament-elles en chœur.

Aujourd'hui, c'est le jour des contributions des membres. Ils ont convenu entre eux de cotiser 2000 francs burundais par mois (+/-1 euro) pour renforcer la chaîne de solidarité. Les clés de la caisse d'épargne sont confiées à des femmes. Et Odile n'est pas peu fière de raconter qu'elle a pu s'acheter son premier pagne depuis longtemps, grâce aux revenus produits par son champ de pommes de terre. Elle espère pouvoir bientôt réparer le toit de sa maison. Une autre femme explique qu'elle s'est lancée dans un petit commerce de vente de bière. Les communautés peuvent ainsi financer elles-mêmes une partie de leurs activités et s'autopromouvoir pour **devenir à terme indépendantes de l'OAP**.

### Des communautés paysannes mobilisées

« *C'est important que les femmes participent aux travaux communautaires, aux constructions d'adduction d'eau, à la plantation d'arbres*, déclare Georgette, la responsable de l'équité de genre de l'OAP. *Pour ne pas qu'on les assimile toujours aux travaux ménagers. Et prouver que les paysannes de nos communautés peuvent contribuer au développement de celles-ci. Mais cette intervention ne doit pas désunir la famille, ni créer de déséquilibre en son sein. Nous centrons nos interventions sur le couple. Ainsi, toute la famille est invitée à participer à la planification des récoltes et des activités.* »

Un peu plus loin, l'OAP a terminé **la construction et l'équipement d'un centre de transformation agroalimentaire**, destiné à la fabrication de farine composée de céréales et de légumineuses. Cette infrastructure met à disposition des ménages ruraux une farine à base de maïs (40 %), blé (30 %), sorgho (20 %) et soja (10 %). Très nutritive, cette farine a été conçue pour compléter et améliorer l'alimentation de la population, particulièrement des enfants et des femmes. Elle est habituellement consommée sous la forme de bouillie (au petit déjeuner) ou de pâte traditionnellement servie comme accompagnement.

Mais l'OAP a l'ambition d'aller plus loin en formant quelques associations de femmes bénéficiaires du programme à la fabrication de biscuits et de beignets. La transformation de la farine en produits alimentaires destinés à la vente deviendra ainsi une

source de revenus complémentaire pour ces femmes.

Dans un des pays les plus pauvres au monde, les activités de l'OAP démontrent qu'il est possible de **soutenir le développement socioéconomique** à la base malgré une situation de crise et d'instabilité politico-militaire quasi permanente.

Un travail intense de plaidoyer auprès du gouvernement burundais afin qu'il soutienne l'agriculture paysanne agroécologique renforce les efforts des communautés.

Les paysannes formées, coopérantes et solidaires des 190 organisations de producteurs voient leurs conditions de vie s'améliorer tout en ayant été les actrices de ce changement. Le plus souvent au prix d'une surcharge de travail. Elles ont réussi à insuffler espoir et confiance en l'avenir de plus de 5000 familles.

Demain, aux côtés de leurs maris, elles prendront sans nul doute la relève de l'OAP pour promouvoir la souveraineté alimentaire dans leurs communautés.

■ **Valérie Martin**

Directrice de la communication

## Burundi

## Le Centre agro-pastoral de Mutwenzi : une aube nouvelle pour les paysans

Sur les rives du lac Rwihinda, le Centre agro-pastoral de Mutwenzi assure une formation en agrocécologie à des paysans, et un suivi dans leurs petites exploitations familiales. Une approche qui donne des résultats prometteurs dans une région fortement atteinte par l'insécurité alimentaire, une sévère sécheresse et une forte hausse de la démographie.

« Nous ne voulons pas que ce qui provient de notre terre parte ailleurs et que nous restions les mains vides. Notre terre et nos récoltes, ... ce sont nos trésors. » Les revendications des paysans de la province de Kirundo et de Muyinga dans le nord du Burundi ont trouvé une résonance particulière auprès de l'Église burundaise. Créé en 1995, le CAM est un des services de l'Organisation diocésaine pour l'entraide et le développement de Muyinga. Il opère sur tout le diocèse de Muyinga.

« **60 agriculteurs-éleveurs** sélectionnés dans les 16 paroisses du diocèse **sont formés, chaque année**, en deux groupes, par des leçons théoriques et pratiques, détaille l'Abbé Floribert Niyungeko, directeur-adjoint du centre, chargé du volet de la formation. *Chaque groupe passe trois mois à suivre ces leçons au centre, qui met à leur disposition un internat et des champs de démonstration. Ils y suivent des modules de techniques agrocécologiques et d'autres relatifs au développement solidaire et au bien-être socioéconomique familial et communautaire.* »

Ensuite, ils sont suivis, évalués et conseillés chez eux après deux saisons culturales, dans leurs propres exploitations, par une équipe d'agronomes et de

vétérinaires. Après cette évaluation, ceux qui mettent le mieux en pratique les techniques apprises au centre bénéficient d'un certificat accompagné d'une vache, d'une chèvre ou de matériel agricole. La participation des femmes aux formations est un des grands défis du CAM et constitue un point d'attention.

### Faustine, une des agri-éleveuses

Après avoir suivi la formation, Faustine est rentrée chez elle et a demandé à son père un champ pour mettre en application ce qu'elle avait appris. Elle a semé en ligne des bananiers et les quantités produites ont très vite été importantes, ce qui lui permet de gagner petit à petit sa vie. Elle a trouvé des débouchés localement mais aussi auprès d'exportateurs en Tanzanie pour la fabrication de biscuits.

En voyant les résultats de Faustine, son père lui a emboîté le pas. Leurs voisines, curieuses et voulant également apprendre ces nouvelles méthodes culturales, ont à leur tour suivi les recommandations de Faustine. Ensemble, elles ont formé un groupement dont elle est devenue la présidente. Au sein du groupe, elles ont mis en place un système de crédit rotatif qui a permis aux membres de s'acheter la carte de mutuelle de santé au prix de 2 euros et de payer les frais scolaires pour les enfants. L'un des objectifs du groupe est d'améliorer leur habitat, notamment en achetant des tôles pour garnir le toit des maisons. Pour soutenir ce groupement, le CAM leur a offert un crédit bétail de 5 chèvres. Ces dernières s'étant multipliées, chaque membre a pu recevoir une chèvre et le reste a été rendu au CAM.

La particularité du centre de formation est qu'il dispose aussi de **deux unités de transformation**. Les paysans produisent une huile de tournesol de haute qualité, ce qui n'est pas forcément facile à trouver au Burundi et ils transforment aussi l'ananas pour en faire un excellent vin mousseux. Le centre achète les matières premières, les transforme et commercialise le produit fini, **garantissant ainsi aux agriculteurs un marché sûr et un prix rémunérateur**. Cette démarche valorise la production des agriculteurs et leur permet d'augmenter leurs maigres revenus.

### Valoriser le travail des paysans

Sur la colline de Buringa, parmi les bananiers et les tournesols, le groupement *Valorisons notre production agricole* (comportant 58

Les lauréats de Buringa entourent l'Abbé Floribert.



Les femmes ont dû dépasser leurs peurs.



Une formation pour l'avenir d'Éveline.

familles) annonce la couleur du changement. « Les principes directeurs de ce collectif sont les suivants, explique l'Abbé Floribert : **la cohabitation pacifique sur la colline, la protection de l'environnement pour faire face aux changements climatiques, aux sécheresses et la valorisation des récoltes.** »

« Le hangar le plus proche pour stocker nos récoltes est à 7 km d'ici, explique Francine. C'est trop loin pour les mamans qui portent les sacs sur leur tête. Nous avons constaté que les commerçants achètent notre production au moment des récoltes à un prix trop bas et les revendent pendant les périodes de soudure à des prix exorbitants. Alors, nous avons regroupé l'argent pour construire un hangar et attendre que les prix nous soient favorables pour vendre. »

« Nous, les femmes, poursuit Émilienne, la vice-présidente, **nous avons dû dépasser nos peurs pour commencer les activités.** Nous nous sommes demandé si nous serions capables d'apporter notre contribution. Nous avons commencé le travail et, aujourd'hui, c'est moi qui ai trouvé cette parcelle pour construire notre hangar. **On est parvenu à s'entraider, les hommes et les femmes ensemble.** Nous n'avons plus peur de corriger les erreurs des uns et des autres, on se conseille mutuellement. »

### Stimuler l'esprit de coopération

Chaque lauréat s'est engagé à regrouper autour de lui neuf autres agriculteurs pour qu'il leur apprenne les techniques qu'il a lui-même acquises. Ensemble, ils forment un groupement d'auto-promotion. Actuellement, **le CAM suit cent groupements, composés chacun de dix familles.** Pour former une coopérative, cinq groupements seront rassemblés.

Il faut bien de l'opiniâtreté de la part des lauréats pour convaincre leurs voisins de s'engager dans ces nouvelles méthodes. « Je suis passé de famille en famille sur cette colline pour les convaincre toutes de se rassembler dans un groupement. Les gens sont méfiants, nous devons mettre l'argent en commun, ce n'est pas facile, reconnaît Jean-Baptiste, animateur de la paroisse et lauréat lui-même. Mais, **maintenant, tout le monde ici sème en ligne, construit des étables pour les chèvres et les vaches et répand de la fumure sur les champs.** »

Les groupements recevront également des semences vivrières composées de maïs, manioc, arachides, bananes, soja.... selon les besoins de chaque village.

■ Valérie Martin

### Une nouveauté : la formation de jeunes apiculteurs

« Je suis très fier de suivre cette formation car, après, **je ne serai plus un fardeau pour ma famille.** Je pourrai avoir un petit salaire que je gagnerai grâce aux butineuses de la ruche. **Rentrer chez moi en contribuant aux revenus de ma famille, c'est extraordinaire** », déclare avec enthousiasme Élie, 22 ans, apprenti apiculteur.

Il est l'un des 42 jeunes sélectionnés parmi 160 personnes qui suivent une formation de deux mois en apiculture au CAM.

Le CAM a vu dans l'apiculture une piste prometteuse pour les jeunes de la région qui ne peuvent pas être propriétaires d'une parcelle ni en louer. Le miel peut générer des revenus décents notamment au vu de l'importance de la demande sur les marchés du miel et de ses produits dérivés (cire gaufrée, bougies...). De plus, l'apiculture requiert peu de terres et, pratiquée depuis des décennies au Burundi, elle véhicule une bonne image au sein des communautés. Enfin, l'apiculture permet d'augmenter, grâce à la pollinisation, la production d'autres récoltes, notamment agricoles, ce qui favorise son acceptation au sein des communautés.

« **Cette formation est vraiment un atout pour moi.** Je pourrais enfin gagner un peu d'argent. Nous avons besoin d'apiculteurs pour préserver la nature », ajoute Éveline qui est venue suivre le cours avec son bébé. Lors des cours, elle étudiera la vie d'une colonie et sa multiplication, les différents rôles de chaque type d'abeille, les éléments d'une ruche moderne. Les exercices pratiques se concentrent sur les techniques de récolte du miel et de lutte contre les parasites.

À la fin de la formation, les jeunes apiculteurs reçoivent une certification et les meilleurs reçoivent une prime qui servira à moderniser leurs ruches. Les lauréats s'engagent à transmettre leur savoir et les techniques apprises à au moins trois autres jeunes.

« Quand je vois tous les jeunes sans travail, je me rends compte que cette formation, c'est une vraie chance pour nous. Dès mon retour sur ma colline, je restituerai tout ce que j'aurai appris à mes voisins et **je serai à mon tour une lumière pour les autres, voilà mon souhait** », révèle Patrick, 27 ans.

Victime de son succès, le CAM ne peut répondre actuellement à toutes les demandes de formation.

## Paysanne : un métier d'avenir et rémunérateur

Au Sud Kivu, la production agricole demeure très faible alors que les besoins de nourriture ne font qu'augmenter, creusant davantage chaque année l'écart entre les bouches à nourrir et la nourriture disponible. En cause : la faible productivité des champs, les techniques agricoles inappropriées et l'âge avancé des agriculteurs. Le CAB a mis sur pied un ambitieux programme pour engager 30 000 ménages dans la pratique de l'agroécologie pour lutter contre la faim.

Penchés sur leur casier, plants de riz en main, Brigitte et Sylvain, son mari, repiquent du riz en suivant soigneusement un fil qui trace une ligne droite. Brigitte est la présidente de la coopérative du marais de Cisheke qui expérimente, depuis quelques années, la culture du riz pour remplacer celle du manioc attaqué par un parasite. Un travail lourd, dans la boue, sans outil agricole sophistiqué mais qui est pourtant récompensé par trois belles récoltes annuelles après trois ans de formation.

« Nous avons vite réalisé que **se regrouper entre producteurs et travailler ensemble était une nécessité**. En coopérative, nous avons accès aux crédits semences et aux crédits financiers que nous remboursons après la récolte. À partir de la coopérative, nous autres, les femmes, nous avons compris que cultiver nous permet de gagner de l'argent. La coopérative responsabilise chacune et chacun à se prendre en charge. **Nous produisons tous beaucoup de riz aujourd'hui**. Avant, j'attendais que mon mari apporte de quoi cuisiner pour la famille. Maintenant, je vends moi-même la production de riz et je gère l'argent gagné. J'achète la nourriture que je prépare pour la famille et tous mes enfants mangent à leur faim et vont à l'école. Quand je touche ma poche et que je sens l'argent que j'ai gagné, je sais que, désormais, je peux contribuer aux frais de mon ménage. Je sens que je suis une femme avec un *F majuscule* ! », témoigne avec fierté Brigitte Yenya.

### Un mouvement paysan fort et organisé

Aux yeux du Comité pour l'autopromotion à la base (CAB), l'existence d'un mouvement paysan organisé, fort et dynamique est une nécessité dans un pays où les appuis de l'État au secteur de l'agriculture familiale sont quasi absents. Son action consiste à **structurer** et à **organiser des associations paysannes afin de renforcer leurs capacités à produire tout en préservant l'environnement**. Mieux armées, elles peuvent valoriser et vendre leurs produits à des prix rémunérateurs et défendre les intérêts de leurs membres.

Le CAB a **drainé le marais, creusé des digues et des réservoirs, proposé des formations et un accompagnement** dans différents domaines : agroécologie, activités d'épargne-crédit, activités génératrices de revenus, structuration, gestion et accompagnement de la coopérative, transformation et commercialisation du riz, etc. Ces projets ont permis à des femmes comme Brigitte de rejoindre les dynamiques paysannes des villages dans une région où la femme est considérée comme une véritable bête de somme et où la tradition la relègue au foyer.

« La coutume interdit aux femmes de toucher le pis et, donc, de traire. Au début, les hommes ne voulaient pas boire le lait que je tirais !, explique Maman Jeannette, la vice-trésorière de la coopérative. Je suis la première femme, ici, à avoir eu une vache. Elle a fait des veaux. Le premier, je l'ai donné pour rembourser mon crédit. Au début, j'avais peur de ne pas savoir m'occuper de la bête. Mais avec les formations, tout s'est bien passé ! Je la soigne et je la traie sans problème et **cette vache a vraiment augmenté mes revenus**. Mais, quand les animateurs du CAB ont bu mon lait, ils ont démystifié cela et, aujourd'hui, dans notre communauté, tout le monde boit le lait tiré par une femme. Quand on y repense, on en rit ! »

L'approche « ménage » comme stratégie assure la complémentarité entre l'homme et la femme, y compris les enfants, tout en assurant une plus grande place (à 70 %) de la femme dans les initiatives génératrices de revenu. « Le fumier de mes vaches fertilise mes casiers rizicoles, déclare Roseline, et je pense que je serai capable bientôt de cultiver douze carrés de riz en plus. Avant, mon mari ne participait pas. Maintenant,





Quand l'agriculture est redynamisée, l'espoir d'une vie meilleure est palpable.



La culture du riz a remplacé celle du manioc.



*il cultive avec moi ! Aujourd'hui, mes enfants mangent, étudient, se marient. La vie continue mais en mieux », se félicite-t-elle.*

Avec les bénéfices de la coopérative, les membres ont investi dans une MUSO : **une mutuelle de solidarité**. C'est Anne-Marie, animatrice au CAB, qui vient former le groupe aux principes de la mutuelle : une caisse verte pour l'épargne et une caisse rouge pour les interventions sociales. Ces communautés paysannes actives dans la promotion de l'épargne rurale peuvent contribuer au changement et stimuler l'économie locale.

Chaque collectif définit ses règles : qui détient les clés de la caisse, le montant mensuel de l'épargne, les conditions d'un crédit, l'échéance de remboursement, le taux d'intérêt et l'usage des bénéfices générés par la caisse.

**30 000 ménages**, répartis dans **52 organisations de base**, forment **15 coopératives**, **20 unités de producteurs et d'artisans** et **17 brigades d'hygiène et environnement** sont désormais engagées dans ce programme, témoins de la forte mobilisation collective insufflée par toutes les activités.

#### Des chefs coutumiers acquis à la cause

Le CAB collabore avec les chefs locaux et les services étatiques depuis quelques années déjà. Grâce à cette démarche, **le CAB** a ainsi acquis **une crédibilité en tant que partenaire incontournable du développement local auprès de 521 chefs de villages** des trois chefferies de Kabare, Buhavu et Ngweshe. Ils jouent un rôle essentiel dans la mobilisation de la population et la participation des paysans aux activités. Ils ont également un rôle de soutien et d'arbitrage dans les organisations de base en cas de différends ou de contentieux entre les membres des groupes. Ici, dans le marais de Cisheke, le mwami a confié ses terres au CAB. Lui et sa femme viennent également cultiver leurs casiers.

Pendant de nombreuses années, le CAB s'est appelé le Comité Anti-Bwaki, du nom de cette maladie causée par la malnutrition. Maintenant que le combat contre celle-ci est gagné, l'association se tourne résolument vers l'avenir et se dénomme dorénavant le Comité pour l'autopromotion à la base, à l'image de **ces paysannes et paysans regroupés en comités ou coopératives pour redynamiser leur agriculture familiale et améliorer les conditions de vie en milieu rural**.

Le prochain défi du CAB sera sans nul doute d'**intégrer des jeunes agriculteurs dans ce programme**.

Malgré les tracasseries administratives, l'organisation des élections sans cesse reportée et le difficile processus de transition démocratique, **l'espoir d'une vie meilleure est palpable**.

■ Valérie Martin

## Faire éclore l'émancipation des femmes

L'APEF veut augmenter les moyens d'existence des femmes du Sud Kivu et améliorer leur position économique et sociale. Pour y parvenir, elle propose aux femmes un accompagnement dans leurs projets économiques et l'octroi de microcrédits. Grâce aux filières de production et à la création de coopératives, l'émancipation des femmes et la redéfinition de leur place dans la société s'installent progressivement, tout comme l'harmonie dans les ménages.

« Nous les femmes, nous étions écartées comme des animaux... S'il y avait des femmes oubliées du monde, les femmes du territoire de Fizi en faisaient partie. Les hommes traînaient sous les manguiers, jouaient tout l'après-midi et nous, nous étions aux champs toute la journée. Quand ils rentraient, ils nous battaient parce qu'ils ne trouvaient pas la cuisine assez bonne. Mais, grâce au travail de l'APEF (**Association pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin**) et de ses formations, nous sommes enfin intégrées à la société... », révèle Miriam, une paysanne membre de la coopérative agricole Rafiki qui produit de l'huile de palme.

Cette association est une des neuf coopératives encadrées par le programme de valorisation de l'agriculture paysanne agroécologique 2017-2021 mené par l'APEF dans le Sud Kivu. 59 organisations paysannes sont également soutenues dans la production, la transformation et la commercialisation de leurs produits agricoles. L'objectif de l'APEF est d'augmenter les moyens d'existence des femmes et d'améliorer leur position économique et sociale. Pour y parvenir, l'APEF propose aux femmes un accompagnement dans leurs projets économiques et l'octroi de microcrédits. Le but est de soutenir et consolider les activités économiques des femmes et des ménages ruraux. L'accompagnement peut se faire à différents niveaux : gestion, structuration, production, développement de micro-entreprises, formation, etc.

### L'autonomisation des femmes

Nunu Salufa, la secrétaire exécutive de l'APEF, résume la triple condition d'exclusion de la femme : « elle est exclue du savoir car elle n'a pas étudié, du pouvoir car elle n'a rien à dire et ne participe pas aux prises de décision dans sa propre famille et de l'avoir car c'est le mari qui vend la récolte et elle ne jouit d'aucun revenu. » Les familles étaient convaincues que l'agriculture ne pouvait pas les nourrir, l'APEF leur a non seulement démontré qu'elles pouvaient en vivre mais que c'était un métier d'avenir. Elles pouvaient en tirer des revenus.

« **Le champ de ces paysans peut devenir une véritable petite entreprise et c'est grâce à lui que l'émancipation des femmes va pouvoir éclore**, explique-t-elle. Et c'est ce qui est en train de s'accomplir ici, à Mboko, dans le territoire de Fizi au Sud Kivu. Les paysans transforment la noix palmiste en huile. Les procédés d'extraction sont archaïques mais grâce à l'APEF et la mobilisation des femmes, les choses changent. »

Le concasseur mécanique épargne deux mois de labeur aux femmes qui cassaient les noix auparavant à l'aide d'une simple pierre. Et l'arrivée d'une presse à huile qui a remplacé la presse actionnée manuellement est un autre progrès.

Un des objectifs est de relier le milieu rural au milieu urbain à travers les activités de commercialisation. Les



Miriam : « Nous, les femmes, nous étions écartées comme des animaux. »



Un régime de noix palmistes prêt pour la transformation.



L'huile de noix palmistes obtenue par pression est vendue jusqu'en ville et procure un revenu complémentaire indispensable.

populations des deux principales villes du Sud Kivu, Uvira et Bukavu, ainsi que les femmes actives dans les petits commerces constituent les bénéficiaires indirects des retombées du projet.

Grâce à l'huile obtenue par pression et vendue jusqu'à Bukavu par les paysannes de la région, les savonneries de Bukavu encadrées par l'APEF dans cette ville et ses environs vont pouvoir fabriquer du savon et le vendre à leur tour. Toute une filière de production va se mettre en branle.

**« Aujourd'hui, je cultive avec des techniques efficaces et je gère mon travail agricole comme une véritable activité économique. Je sais tenir ma comptabilité, je peux prévoir un budget, calculer les bénéfices et les taxes à payer, planifier ma production et organiser la vente de mes produits »,** poursuit Miriam.

### Une place à prendre

*« C'était difficile pour les maris de s'asseoir à côté de leur femme et de suivre les formations, raconte Nunu Salufa de l'APEF. Alors, nous avons constitué des faux couples et des hommes et des femmes qui n'ont pas de lien marital ont participé ensemble aux formations. Ainsi, ils échangent plus facilement sur les rôles de chacun au sein du ménage. »*

Petit à petit, les maris ont compris que les activités de leurs femmes rapportaient non seulement de quoi nourrir la famille mais assuraient aussi un revenu complémentaire à la famille. Elles ont acquis de la considération.

3000 membres sont actifs dans sept filières de production : manioc, huile de palme, maïs, riz, tomate, fruit et élevage de poules et de chèvres. Les femmes ont, quant à elles, compris qu'elles avaient une place à prendre et elles se sont impliquées dans la réalisation et la gestion des infrastructures déjà mises en place ou celles à construire (hangars de stockage, équipements pour

décortiquer le riz ou les noix de palmes, moulins pour transformer le maïs ou le manioc en farine).

Quand les revenus du ménage augmentent grâce aux techniques agricoles apprises, les organisations paysannes ou les coopératives mettent en place une caisse d'épargne qui octroie des crédits.

L'autonomisation n'est pas seulement économique et financière mais aussi sociale, politique et culturelle ; les femmes déclarent être libres d'utiliser leurs ressources selon leurs besoins et leurs volontés en consultant et en informant leurs maris. Un leadership féminin et une reconnaissance de statut de la femme s'installent progressivement. Toutes les coopératives sont dirigées par les femmes, même si leurs membres sont aussi bien des hommes que des femmes.

La plupart de femmes déclarent que, depuis les différentes formations et les appuis reçus de l'APEF, l'harmonie s'est installée au sein de leurs ménages. **« Cela a beaucoup changé chez moi. Maintenant, avec mon mari, nous dialoguons, prenons les décisions ensemble et partageons les tâches ménagères. Je suis heureuse parce que maintenant, il y a plus d'harmonie dans ma famille »,** se réjouit Mariam, une autre paysanne. Ces changements positifs au sein des ménages constituent la stratégie gagnante pour l'APEF.

Des changements qui débutent dans le foyer pour toucher jusqu'à la sphère politique. **« Maintenant, dans notre village, c'est normal que les filles aillent à l'école. L'APEF nous a aussi sensibilisées à nos droits. Aujourd'hui, les femmes prennent des responsabilités politiques au niveau local »,** conclut Miriam.

Et les femmes de Mboko se prennent à rêver que ces nouvelles relations d'équité entre les hommes et les femmes du Sud Kivu ne restent pas sans effets sur le devenir de la société congolaise tout entière.

■ Valérie Martin

## Nos partenaires témoignent

Cette année, du 7 au 24 mars, ils seront cinq à venir du Burundi et de la RD Congo pour témoigner dans nos communautés du travail des associations locales qu'Entraide et Fraternité soutient. Invités au sein de familles de bénévoles et de permanents, ils apprendront aussi à connaître les actions de solidarité menées en Wallonie et à Bruxelles. Ces rencontres sont des temps forts de témoignage, de dialogue, de confrontation d'expériences et d'actions des sociétés civiles du sud et du nord. Agenda complet sur [www.entraide.be](http://www.entraide.be).

### Floribert Niyungeko CAM, Burundi

Né en 1980 et prêtre depuis 2011, Floribert s'occupe de la formation des leaders paysans. Passionné par les familles paysannes, il « se réjouit des familles où règnent l'amour, la joie, la paix, la gestion participative du patrimoine familial. » Et il ajoute : « Etant donné que les familles sont des 'églises domestiques', elles sont le ferment d'un monde meilleur. »

Floribert aime la prière... et le sport ! Il a soif de rencontres en Belgique.

> Bruxelles-Brabant wallon

### Anne-Marie Chishugi CAB, RD Congo

Née au Sud Kivu, mariée et maman de trois enfants, Anne-Marie est technicienne en développement. Engagée au Comité Anti-Bwaki en 2009, en qualité d'animatrice, elle s'est occupée principalement des activités génératrices de revenus mises en œuvre par les femmes, à travers des formations techniques et des formations à la gestion. Elle est actuellement chargée du suivi des mutuelles de solidarité et de l'animation à l'épargne solidaire dans les villages.

> Hainaut

### Georgette Mpawenimana OAP, Burundi

Agée de 56 ans, mariée, mère de trois enfants et grand-mère de deux petits-enfants, Georgette a d'abord travaillé avec les communautés les moins favorisées dans les quartiers périphériques de Bujumbura. Depuis 1996, elle mène au sein de l'OAP un travail de formation et d'animation auprès de groupements féminins dans la province de Bujumbura rural.

Éprise de justice sociale et de dignité humaine, elle est très engagée pour l'amélioration des conditions de vie des communautés les plus pauvres.

> Liège



Floribert



Anne-Marie



Nunu



Georgette



Alphonse

### Nunu Salufa - APEF, RD Congo

58 ans, mariée et mère de trois enfants, Nunu a travaillé pendant plusieurs années dans une ONG dénommée UWAKI (Union de femmes paysannes du Kivu) où elle œuvrait dans le cadre de l'allègement des tâches de la femme paysanne par une démarche d'éducation populaire.

Dans un contexte de dégradation de la situation socio-économico-politique en RD Congo, Nunu a été amenée à réaliser une étude sur la situation de la femme dans la province du Sud Kivu. C'est cela qui a abouti à la création d'APEF dont elle est aujourd'hui secrétaire exécutive.

Nunu a une bonne expérience dans le travail avec les femmes, mais aussi dans le domaine de la gestion de crédits, de groupes associatifs, de micro-entreprises.

> Namur-Luxembourg

### Alphonse Habonimana ADEPE, Burundi

43 ans, marié, papa de trois enfants, Alphonse est chargé de programme au CEPRODILIC-ADEPE. Il y a d'abord travaillé dans le département des activités génératrices de revenus pendant six ans avant d'être affecté au département des projets de développement dans le Sud-Est. Alphonse est passionné par la justice sociale et est convaincu que l'inégalité n'a rien d'une fatalité. C'est la première fois qu'il vient en Europe.

> Pour le public des jeunes

## Agenda

### Déjà annoncé

#### Vicariat de Bruxelles-Brabant wallon

- **Dimanche 11 mars**, 11h-16h, à **Bruxelles**, église Saint-Charles Borromée (15 avenue du Karreveld - 1080 Molenbeek). Fête en union des cœurs avec les peuples du Burundi et de la RD Congo : célébration eucharistique aux couleurs africaines présidée par Mgr Kockerols, évêque auxiliaire de Bruxelles et l'Abbé Floribert Niyungeko (CAM, Burundi), repas festif partagé, chants et danses de la communauté d'origine africaine de Saint-Charles Borromée.
- **Dimanche 18 mars**, 10h30, à **Nivelles**, Collégiale Sainte-Gertrude. Célébration eucharistique avec l'Abbé Floribert Niyungeko (CAM, Burundi).

#### Diocèse du Hainaut

- **Vendredi 2 mars**, 18h30, **Mons**, Maison des Jeunes (97 rue d'Havré). Lancement de campagne. Fête africaine. Repas, exposition et musique africaine.
- **Jeudi 8 mars**, 19h, **Gerpennes**, Centre culturel de Gerpennes (61-63 rue de Villers). Ciné-débat à l'occasion de la Journée des droits des femmes (titre du film à préciser). Témoignage d'Anne-Marie Chishugi (CAB, RD Congo).
- **Jeudi 15 mars**, 9h30-16h, **Cipty**, Maison diocésaine de Mesvin (457 chaussée de Maubeuge). Journée de réflexion et d'échange. Thème : Plus égale mieux ? Entre autres exposés : *Oui, l'Afrique vit !*, par Anne-Marie Chishugi (CAB, RD Congo).
- **Jeudi 15 mars**, 19h30, **Mons**, UCL-Mons, Auditoire A2 (151 chaussée de Binche). Conférence-débat sur les thématiques des inégalités homme-femme et de l'agriculture. Avec la participation d'Anne-Marie Chishugi (CAB, RD Congo).

**Vendredi 23 mars**, 18h, Bruxelles

#### Soirée de fin de campagne

Avec les cinq témoins des organisations partenaires  
Bienvenue à toutes et à tous !

**Mundo-b | 26 rue d'Edimbourg | 1050 Ixelles**

**Jeudi 22 mars**, 18h.

**Louvain-la-Neuve**, Aula Magna

Colloque *Mouvements des femmes rurales et agricultrices au Nord et au Sud : quels enjeux ?* avec la participation de fédérations paysannes du nord (Belgique, France, Italie) et du sud (Burundi, RD Congo, Philippines, Bolivie).

#### Diocèse de Liège

- **Mercredi 24 janvier**, 9h15-16h, **Liège**, Ferme de la vache (113 rue Pierreuse). Journée de formation pour approfondir la thématique de campagne et découvrir les outils de campagne.
- **2-3-4 février**, **Teuven**, Gîtes Green Valley (13 rue Varn). Week-end de formation pour les jeunes, organisé par le collectif Alter'actifs. ZADteliers : inégalités au nord et au sud, désobéissance civile, genre... Soirées festives, repas végétariens et locaux, visites de projets alternatifs sont également au programme.
- **Jeudi 8 mars**. Rencontre-témoignage avec Nunu Salufa (APEF, RD Congo), à l'occasion de la Journée de la Femme.
- **Samedi 10 mars**, dès 13h30, **Herve**, École Saint-Joseph (28 rue d'Elvaux). Balade solidaire festive à la rencontre de maraîchères et de productrices du plateau. 17h : Solidarimesse, à l'église de Herve. 18h30 : repas de produits locaux froids, à l'école Saint-Joseph.
- **Mercredi 14 mars**, **Verviers**. Conférence *Le futur de notre agriculture*, par Bruno Schiffers, en collaboration avec *De Bouche à Oreille, le Réseau Aliment Terre de l'Arrondissement* de Verviers.
- En mars, **Liège**. Festivanakkam : festival solidaire des Alter'Actifs, par et pour les jeunes.
- En mars, **Liège**. Rencontre-témoignage avec Georgette Mpawenimana (OAP, Burundi), dans le cadre du festival *Nourrir Liège*.

L'agenda complet des rendez-vous sur [www.entraide.be](http://www.entraide.be).  
Contactez nos animateurs régionaux. Ils se tiennent à votre entière disposition.



## Les outils de la campagne

Commandez vos outils  
à commande@entraide.be  
ou au 02 227 66 80.

### Affiche du Carême de Partage

Format : 60 x 40 cm



### Dossier thématique de campagne

- › *L'agroécologie au féminin pour lutter contre la faim !*, 4 pages
- › *En bref. La région des Grands Lacs*, 4 pages
- › « *Approche genre* » : *quelles réalités dans le monde paysan de l'Afrique des Grands Lacs ?* », 16 pages, par Hélène Capocci

### DVD Paysannes du Burundi et de RD Congo

A l'est du Congo (Sud Kivu) et au Burundi, l'agriculture paysanne fournit les moyens d'existence à 80 % de la population. Mais, ici, les paysans sont surtout des paysannes. La tradition a placé les femmes dans une situation de fragilité et de subordination à l'homme. Alors que ce sont elles qui nourrissent leurs familles, elles manquent cruellement de considération. Généreuse, Germaine et Christine témoignent dans ce film de leur parcours d'émancipation sociale au sein d'organisations paysannes partenaires d'Entraide et Fraternité, au Burundi et en RD Congo. L'espoir d'une vie meilleure est palpable.

Durée : 27 min. Production : Switch ASBL

### Exposition-photos Portraits de femmes du Burundi et de RD Congo

11 portraits de femmes du Burundi et de RD Congo (format A3) pour raconter le courage des paysannes qui luttent contre la faim.

Réservation auprès des bureaux régionaux (adresses p.15).



### Malle pédagogique Afrique centrale

La malle contient une quarantaine d'objets de la vie courante du Burundi, de la RD Congo et du Rwanda pour faire découvrir aux enfants, de façon ludique, ces trois pays d'Afrique centrale et leurs enjeux.

Une fiche pédagogique accompagne et décrit la plus grande partie des objets. Elle donne une information pour comprendre en quoi l'objet illustre le quotidien des populations villageoises agricoles. Ces objets peuvent être facilement manipulés par les enfants. Des pistes d'animation sont proposées mais libre à vous d'utiliser les objets comme bon vous semble, dans une histoire, une devinette, une mise en situation !

Location : 10 €/semaine. Caution : 125 €.

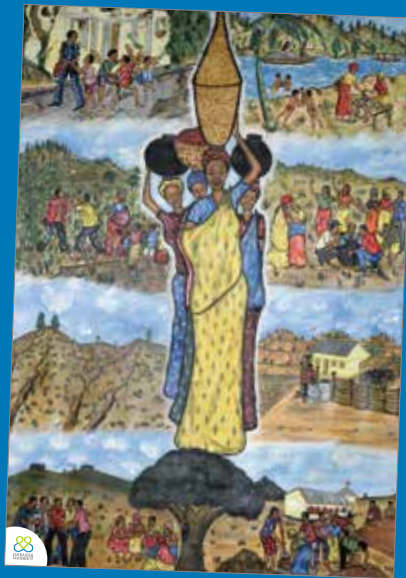
Réservation auprès des bureaux régionaux (adresses p.15).



## Poster de Carême Femmes des Grands Lacs

Outil de méditation par excellence, le poster de Carême *Femmes des Grands Lacs* pourra servir à animer une veillée de prière ou une célébration. Une explication permet de lire cette œuvre et de méditer sur une vision du monde dont nous pouvons nous inspirer, seuls ou en groupe, sur notre chemin de conversion vers Pâques.

Le poster invite les adultes comme les jeunes et les enfants à **la réflexion et au débat sur la condition de la femme et les difficultés des paysannes au Burundi et**



**en RD Congo. Il a été réalisé par un jeune artiste burundais, Pacifique Ndayiheke.**

Femmes des Grands Lacs, elles prennent la parole à travers cette peinture. Elles nous racontent leurs pays et leurs vies, elles nous confient les obstacles qu'il leur faut sans cesse franchir. Elles nous partagent leurs réussites et l'espoir qui les anime et les fait vivre. Pour elles, les femmes qui illuminent cette tapisserie, debout, dignes, belles et fières, la situation s'est améliorée mais reste encore très fragile. C'est ce qu'elles souhaitent à toutes leurs sœurs à travers le monde!

Format : 100 x 70 cm

Prix : 5 €.

## Célébrer le Carême de Partage

Pour cheminer vers Pâques, des **Pistes de célébrations** pour **vivre, célébrer et s'engager aux côtés des petits paysans et paysannes du Burundi, de la RD Congo et d'ailleurs**. Ces Pistes invitent à faire le lien entre leur vie et les lectures du Carême. Vous y trouvez des propositions pour **prier, pour méditer et pour agir**, en famille, dans vos paroisses ou avec votre groupe de jeunes - **en solidarité avec les peuples d'Afrique centrale, pour bâtir une Terre qui tourne plus juste!**

La brochure contient le **Poster de Carême avec les commentaires** (format A3).

## L'engagement, une manière essentielle de vivre la foi - Une brochure et une vidéo

La **brochure** témoigne de l'engagement chrétien des générations qui se sont succédé à Entraide et Fraternité et de celui de ses partenaires du sud pour lutter contre l'injustice. Cette exploration donne **du souffle au combat toujours actuel au service des pauvres** au travers de luttes visant notamment le maintien ou l'acquisition de droits fondamentaux.

**Quelle forme prend aujourd'hui l'engagement de volontaires en paroisse** au moment du Carême de Partage? **Comment trouvent-ils leur moteur dans les Écritures?** Retrouvez en **5 capsules vidéo** des témoignages forts de volontaires du plateau de Herve, d'évêques de pays du sud engagés à nos côtés, de membres du CA, de Michel Molitor, professeur émérite UCL, président d'Entraide et Fraternité.

Prix vidéo : 2 €.



ENTRAIDE & FRATERNITE

### SIÈGE

32 rue du Gouvernement Provisoire  
1000 Bruxelles  
T 02 227 66 80 | F 02 217 32 59  
entraide@entraide.be  
www.entraide.be

### BRABANT WALLON

67 chaussée de Bruxelles | 1300 Wavre  
GSM 0473 31 04 67  
brabant.wallon@entraide.be

### BRUXELLES

14 rue de la Linière | 1060 Bruxelles  
T 02 533 29 58 | GSM 0479 56 77 61  
bruxelles@entraide.be

### HAINAUT

59 Rue Lefèvre  
6030 Marchienne-au-Pont  
T+F 071 32 77 42 | GSM 0473 31 02 31  
charleroi@entraide.be  
tournai@entraide.be

### LIÈGE

72 Rue Chevaufosse | 4000 Liège  
T 04 222 08 00 | GSM 0473 31 05 89  
christophe.cornet@entraide.be

### NAMUR-LUXEMBOURG

5 Place du Chapitre | 5000 Namur

#### Namur :

T 081 41 41 22  
GSM 0473 31 05 81  
namur@entraide.be

#### Luxembourg :

GSM 0476 98 73 11  
luxembourg@entraide.be

### RÉGION GERMANOPHONE

29 Judenstraße | 4700 Eupen  
T+F 087 55 50 32  
info@miteinander.be

## Des nouvelles du Guatemala

La campagne de Carême 2017 était placée sous le signe du *buen vivir*, cette philosophie de vie qui fait partie intégrante des sagesses ancestrales des peuples indigènes d'Amérique latine, en l'occurrence des populations mayas du sud-ouest du Guatemala. Entraide et Fraternité y soutient cinq associations (représentant environ 1000 agriculteurs au sein de 31 communautés et de 8 communautés associées) dans le cadre du programme Droit à l'alimentation. Un an plus tard, nous avons fait le point avec Ana Vassallo, chargée de projets Amérique centrale à Entraide et Fraternité.

### **Juste Terre ! : Comment ont été soutenues les populations mayas de l'Altiplano ?**

**Ana Vassallo :** Ces populations mayas sont, malgré les accords de paix de 1996, toujours malmenées et discriminées. Elles font l'objet d'un véritable apartheid alors que les Mayas représentent environ la moitié de la population. Ces populations ont été chassées des zones maritimes de la façade pacifique vers la montagne et, à présent, ce sont ces zones montagnardes qui sont visées par des projets miniers, hydro-électriques et d'agrocultures.

**Nous avons commencé les formations en agroécologie pour la transformation des récoltes et la commercialisation des aliments.** Une première sensibilisation à des enjeux qui peuvent sembler plus lointains mais qui sont directement liés à la souveraineté alimentaire et à la consommation raisonnable a été réalisée. À titre d'exemple, nous avons financé **une campagne de spots diffusés sur les radios locales autour de thèmes tels que l'environnement, l'approche des droits et de la participation citoyenne** (les Mayas ne se considèrent pas comme des sujets de droit) et la question du genre en renforçant la participation des femmes au niveau communautaire ou à travers des structures d'autogestion. Une des réussites du programme d'Entraide et Fraternité est **la mobilisation des autorités communautaires mayas**. Après les accords de paix, les autorités ont certes reconnu les communautés d'origine maya et leurs langues, mais leurs autorités n'ont pas été intégrées à l'appareil hiérarchique d'État. **Localement, les leaders mayas mieux formés et conscientisés font des propositions pour le développement de leurs communautés.**

### **De quelle façon les paysans indigènes s'intègrent-ils dans ces projets ?**

Il est évident que si le plaidoyer et le lobbying politique ainsi que l'éducation populaire sont des leviers importants pour transformer la société guatémaltèque, les paysans sont d'abord des gens pragmatiques : ils n'ont pas de salaire et ont besoin de résultats concrets. L'idée est donc de soutenir ceux qui font le choix de **passer à une approche agroécologique même sur de toutes petites parcelles en leur proposant une formation** - notamment, pour cinq d'entre eux, à Cuba qui a fortement développé l'agroécologie en réponse au blocus américain - et en mettant en place des parcelles de démonstration pour les convaincre de l'efficacité de ces méthodes de production biologique, notamment dans le cas du cacao, des fruits et légumes. Ceux qui ont franchi le cap avec leur parcelle peuvent à leur tour devenir des promoteurs agroécologiques auprès de leur propre communauté. Mais encore une fois, notre ambition est globale : c'est faire de la production biologique, **dans le respect de l'environnement, tout en garantissant l'accès à la terre et avec l'implication accrue des femmes.**

Ce programme mené par cinq organisations en faveur d'une approche agroécologique de l'agriculture familiale a démarré en 2017. Il démontre combien les communautés mayas, même si elles sont marginalisées, parviennent à trouver les ressources pour s'organiser et **pourvoir non seulement à leur survie, mais aussi à la reconquête de leurs droits.**

■ Propos recueillis par **Jean-François Lauwens** chargé de communication



**Nos partenaires guatémaltèques mobilisés pour le *buen vivir*.**

**Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Vivre Ensemble Education asbl**

**Siège** rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | [entraide@entraide.be](mailto:entraide@entraide.be) | [www.entraide.be](http://www.entraide.be) | [www.vivre-ensemble.be](http://www.vivre-ensemble.be)

**Conception - coordination** V. Martin, C. Houssiau | **Éd. responsable** A. Simonazzi | **Maquette et impression** SNEL | **Photos** Entraide et Fraternité sauf mention contraire

**Attestation fiscale** pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de  
**LA COOPÉRATION  
BELGE AU DÉVELOPPEMENT**



Cette publication est réalisée avec le soutien de la DGD, ce qui nous permet de consacrer vos dons au soutien direct de nos partenaires dans les pays du sud.

**Entraide et Fraternité - IBAN BE68 0000 0000 3434 - Merci**